



# LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (Trotskyiste)

## RENAULT LE MANS

SOYONS NOMBREUX AUX MANIFESTATIONS DU 9 OCTOBRE !

07/10/2012

À mesure que s'aggrave la crise de l'économie capitaliste, s'intensifient les coups du patronat contre les travailleurs. On ne compte plus les projets de licenciements, conséquence ou pas des fermetures d'entreprises. Le pouvoir d'achat des travailleurs diminue car les salaires ne suivent pas les hausses de prix, sans même parler des prélèvements supplémentaires. La précarité tend à devenir la règle : trois quarts des nouveaux embauchés le sont en intérim ou en CDD.

Il ne faut pas s'en étonner. Le capitalisme des temps de crise, c'est la guerre de tous contre tous : des capitalistes entre eux, des grandes entreprises contre leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs. Et c'est surtout la guerre de tout le patronat, du plus petit au plus grand, contre les travailleurs.

Avec un marché en berne, le patronat s'efforce de maintenir ses profits et les dividendes versés aux actionnaires en volant les travailleurs.

Ne nous faisons pas d'illusions : cette guerre n'est pas finie, elle risque au contraire de s'aggraver !

Après environ cinq mois de pouvoir de Hollande, il est évident que les travailleurs ne peuvent compter sur aucune protection, ni même aucune solidarité de la part du gouvernement. Un Montebourg a beau s'agiter, multiplier les discours, il n'a pas annulé un seul plan de licenciements, d'ArcelorMittal à PSA en passant par Doux, Fralib et bien d'autres. En revanche, le gouvernement s'est aplati devant la fronde des patrons refusant que les bénéfices réalisés en vendant leur entreprise puissent être taxés au même taux que l'impôt sur le revenu des salariés.

Au nom de la nécessité de rembourser la dette que l'État a faite pour aider les banquiers et le grand patronat, le gouvernement vient d'annoncer un plan d'austérité au moins aussi sévère que ceux de Sarkozy. Et d'autres projets sont dans les tuyaux qui se traduiront tous par une baisse de pouvoir d'achat des salariés, comme ce projet d'augmenter très fortement la CSG.

Il faut améliorer la compétitivité, affirment le grand patronat et le gouvernement. Mais la compétitivité, c'est la concurrence entre capitalistes avec la peau des travailleurs. Il est même des dirigeants syndicaux qui, toute honte bue, reprennent le mot et en acceptent l'objectif. Ceux qui le font montrent par là qu'ils sont bien plus proches du grand patronat que des travailleurs et de leurs intérêts.

Les travailleurs n'ont pas à accepter d'être de la chair à canon dans la guerre que se mènent les capitalistes. La seule guerre qui compte est celle que le monde du travail doit mener aussi bien contre le grand patronat que contre le gouvernement pour défendre ses conditions d'existence, pour défendre l'emploi et le pouvoir d'achat.

Pour résister à l'offensive du grand patronat et pour la repousser, il faudra une lutte massive de l'ensemble de la classe ouvrière. Une telle lutte ne se déclenche pas artificiellement. Mais le patronat et le gouvernement finiront par nous y acculer.

Il faut cependant se saisir de toutes les occasions offertes par les confédérations syndicales. La CGT est la seule confédération syndicale à prendre ses responsabilités en appelant à manifester le 9 octobre prochain.

Oh, même la CGT n'a pas eu le courage de mettre en avant dans son appel les objectifs qui concernent directement les travailleurs ! Elle préfère revendiquer une "nouvelle politique industrielle". Mais à qui ses propositions peuvent-elles être adressées, si ce n'est au patronat qui possède les grandes entreprises ?

Le rôle des organisations syndicales n'est certainement pas de devenir des conseillers du grand patronat, de plus des conseillers que personne n'écoute. Leur rôle, c'est d'avancer les revendications vitales des travailleurs face à la crise.

Malgré l'ambiguïté de l'appel central, il est important que les travailleurs soient nombreux aux manifestations, mais aussi qu'ils affichent les objectifs revendicatifs qu'il leur faudra imposer dans la période qui vient s'ils veulent sauver leur peau.

Il faut afficher clairement que contre les licenciements et la catastrophe du chômage, il n'y a pas d'autre solution que l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Contre la dégradation du pouvoir d'achat du fait des augmentations de prix, il faut imposer l'indexation automatique des salaires et des pensions sur les hausses de prix.

Bien sûr, une seule manifestation ne suffira pas pour imposer ces objectifs. Elle montrera cependant qu'il y a au moins une minorité consciente du combat à mener et qui est déterminée à entraîner ses camarades de travail derrière ces objectifs.

## **LES PLEUREUX LA BOUCHE PLEINE**

Lors de l'ouverture du Salon de l'Auto, les constructeurs automobile, dont Renault, en ont appelé à l'Etat pour les aider. Ils seraient, selon eux, en difficulté.

Pourtant Renault a fait pour le semestre dernier 600 millions de bénéfices, possède une trésorerie de plus de 11 milliards, les actionnaires et Ghosn sont bien servis... et ils veulent nous faire croire que ça va mal !

En fait, c'est pour mieux nous imposer à nous les travailleurs, des sacrifices : on ne marche pas !

## **UN EXEMPLE ÉDIFIANT**

À Sevelnord, usine PSA, contre la promesse hypothétique de ne pas fermer l'usine, la direction a imposé le gel des salaires et une flexibilité accrue du temps de travail, "l'over-time" pratiqué déjà chez Toyota, usine voisine : si le patron le demande, le jour même, les ouvriers se voient obligés de rallonger leur journée de travail de 1 ou 2 heures supplémentaires.

Bref, on sait quand on arrive à l'usine, mais on ne peut plus savoir quand on en sort...

On comprend qu'un tel accord fasse frémir de bonheur les patrons de l'automobile s'ils arrivaient à l'imposer partout !

## **LA FONDERIE : HAUT LIEU TOURISTIQUE ?**

Au Dpt 81 et à l'Emboutissage, les visites médicales se succèdent à la chaîne, pour déterminer si on est apte pour aller travailler à la Fonderie : tapis de tri, BIT, etc.

Eh oui, comme les intérimaires ont été renvoyés au chômage, la direction n'a plus assez de monde pour la faire fonctionner normalement d'autant plus que maintenant, elle veut faire travailler pendant les casse-croûtes.

Eh bien, si la direction a tellement besoin de nous à la Fonderie, qu'est-ce qui nous empêche d'imposer nos conditions sur place...

## **ELLE NOUS LES CASSE !**

Au BB, ligne 8 Usinage-Disques, la machine à laver fait un vacarme pas possible : comme s'il n'y avait pas assez de bruit dans le secteur...

Et tout le monde alentour peut en profiter.

Gageons que si les bureaux du département étaient un peu plus proches, et que leurs oreilles avaient à subir ce boucan toute la journée, ces messieurs de la direction seraient sans doute un peu plus réactifs...

## **CHÔMAGE À LA CARTE**

Lors du dernier CE, la direction a annoncé un nouveau JNT le 12 octobre pour toute l'usine sauf la Fonderie et le Département 85.

Deux autres JNT ont été programmés pour deux secteurs de l'Emboutissage les 19 et 26 octobre, secteurs où pourtant la direction a supprimé le "point 5 minutes" à l'inter-équipe pour que les

presses ne s'arrêtent pas... N'importe quoi !

Même si le boulot ne se bouscule pas, ce saupoudrage de JNT à la carte est la preuve que la direction veut surtout instaurer un climat d'inquiétude sur l'usine pour empêcher toute contestation et toute revendication.

À nous de ne pas nous laisser duper !

## **ON NE LUI DIRA PAS MERCI !**

Il y aura donc le pont de la Toussaint pour la quasi-totalité de l'usine.

Mais ce n'est pas un cadeau de la direction puisqu'elle pose le 15 août qu'elle nous avait kidnappé ou un congé collectif pour ceux qui l'auraient déjà utilisé.

C'est facile de jouer les généreux quand c'est nous qui payons...

## **DÉ-MO-TI-VÉS !**

Comme les feuilles mortes en automne, les "zéros" tombent allégrement au niveau des compléments de carrière. Logique puisque l'enveloppe pour les augmentations individuelles a été largement revue à la baisse.

Des clopinettes en AGS, des "zéros" au complément de carrière, eh bien, la direction va récolter ce qu'elle sème : puisque la paye n'est pas performante, nous n'avons aucune raison d'être performants nous aussi...

## **ENCORE DE L'ARGENT PUBLIC POUR RENAULT !**

Après le Conseil Régional (PS) et le Conseil Général (UMP), avant les vacances, la presse locale a annoncé que le Conseil du Mans Métropole avait voté lui aussi 450 000 € de subvention en faveur de Renault pour financer en partie une étude sur un essieu arrière.

L'argument de vente de la direction est la création de 45 emplois.

Mais combien d'emplois vont être supprimés ne serait-ce que par les départs non-remplacés, sans parler des postes tenus par les intérimaires qui ont été renvoyés au chômage ?

La direction ressort le même chantage à l'emploi et le même mensonge éculé pour la Fonderie il y a quelques années. Mais que cela ne tienne, Renault claque des doigts et Boulard s'exécute...

Toute cette mascarade montre que lorsqu'il s'agit de mettre l'argent public au service des grands groupes industriels, riches à milliards, PS et Droite sont main dans la main.

## **FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE AU MANS**

Elle aura lieu le samedi 20 octobre 2012, à la salle Pierre Guédou, près du lycée Yourcenar.

C'est l'occasion de passer une soirée chaleureuse et fraternelle. Vous pouvez réserver votre place à l'avance auprès de nos militants ou bien la prendre sur place le jour même.

Prix : 13 € (fête, apéro, banquet, spectacle, bal).